

DÉPARTEMENT  
DE LA CHARENTE-MARITIME

Arrondissement  
de ROCHEFORT

Canton  
de ROYAN

Commune  
de ROYAN

70.067  
Objet

**BATIMENTS COMMUNAUX**

Entretien, Dévolution  
de travaux et fournitures

Marché Ets. ROBIN

DATE DE CONVOCATION

22 juin 1970

DATE D'AFFICHAGE

29 juin 1970

Nombre de conseillers  
en exercice 23

Nombre de présents 19

Nombre de votants 18

# Extrait du Registre des Délibérations

## DU CONSEIL MUNICIPAL

### COMMUNE DE ROYAN

L'An mil neuf cent soixante dix  
le vingt six juin à 19 heures  
le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la  
présidence de Monsieur de LIPKOWSKI

Etaient présents : MM. de LIPKOWSKI, MATRAS, BUJARD, LANUSSE,  
GACHET, COLLE, BOUCHET, NAULIN, Mme BIDEAU, MM. BOUDEY,  
BERLAND, BROTRÉAU, OSQUIGUIL, POUGET, REIX, STIPAL, TETARD,  
NARTEAU.

formant la majorité des membres en exercice.

Représentés : MM. VULTAGGIO par M. le Maire

Absents : MM. Melle FOUCHÉ, MM. BETOUS, DOMECCQ, CAMBLONG.

Monsieur TETARD a été élu Secrétaire.

M. le Rapporteur expose :

La nature et l'importance des fournitures nécessaires aux  
ateliers municipaux exigent la passation de marchés avec certains  
fournisseurs habituels à la Ville, tels la S.A. Ets P. LIGEARD,  
pour la fourniture de bois et dérivés, d'une part, les Ets  
AGlovis ROBIN, pour la fourniture d'acier, tubes, métaux, articles  
de quincaillerie, d'autre part.

Il importe en effet de pouvoir à tout moment disposer des  
fournitures indispensables au bon fonctionnement des ateliers  
municipaux, et il s'est avéré que la S.A. Ets P. LIGEARD et les  
Ets Clovis ROBIN sont pratiquement les seuls sur la place de  
Royan susceptibles de répondre favorablement à tout moment aux  
demandes des Services Techniques Municipaux.

La Commission d'Expansion, Travaux et Investissements, estime  
que la collectivité aurait intérêt à traiter de gré à gré avec  
les sociétés précitées.

M. le Rapporteur propose à l'Assemblée Municipale de conclure  
des marchés dits de "commande" avec les fournisseurs retenus par  
la Commission d'Expansion, Travaux et Investissements,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Ouï l'exposé de M. le Rapporteur,

Vu l'avis favorable de la commission d'Expansion, Travaux et Investissements, réunie le 24 Juin 1970,

Vu les articles 273, 308 à 310 du Livre III du Code des Marchés Publics,

Vu les projets de marchés et notamment les conditions de rémunération des sociétés,

Considérant la nécessité de conclure des marchés dits marchés de "Commande" pour assurer le bon fonctionnement des ateliers municipaux,

DECIDE :

- d'autoriser M. le Maire ou M. le Premier Adjoint par délégation à conclure des marchés dits marchés de "Commande" avec :

1°/ .....

2°/ Les Etablissements Clovis ROBIN, Bd Clémenceau à ROYAN, pour la fourniture d'acier, tubes et métaux, le montant du marché à intervenir étant estimé à QUARANTE MILLE Francs (40.000 Frs).

- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 932 du budget 1970.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits  
Ont signé au registre MM. les Membres présents,

POUR EXTRAIT CONFORME  
Pour le Maire  
l'Adjoint Délégué,



APPROUVÉ

CHARENTA-MER, le  
Le Sage-Préfet

170 JUIL. 1970



VILLE DE ROYAN

-----  
BATIMENTS ET OUVRAGES COMMUNAUX  
-----

FOURNITURE D'ACIER, TUBES, METAUX  
ARTICLES DE QUINCAILLERIE  
-----

MARCHE A COMMANDES

Entre :

M. le Maire, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal de la Ville de ROYAN en date du 26 JUIN 1970.

D'une part,

Et M. Michel ROBIN, Gérant de la S.A. "Etablissements Clovis ROBIN" 55 Boulevard Georges Clémenceau à ROYAN, inscrite au Registre du Commerce de Marennes sous le N° 58.B.12 et à l'I.N.S.E.E. sous le N° 734.17.306. 1001.

D'autre part.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1er - DEFINITION DE L'OPERATION -

L'opération dans laquelle s'inscrivent les prestations qui font l'objet du présent marché a pour but de réaliser le programme d'entretien des bâtiments et ouvrages communaux de la Ville de Royan en 1970.

ARTICLE 2 - OBJET ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS.

Le présent marché a pour objet la fourniture d'acier, tubes, métaux, articles de quincaillerie, sur le vu de bons de commande émis par les Services Techniques de la Ville de ROYAN.

ARTICLE 3 - PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE.

Le marché est passé conformément aux dispositions des articles 273 et 310 du Livre III du Code des Marchés Publics, annexé au décret N° 66.887 du 28 Novembre 1966, modifiant et complétant le décret 64.729 du 17 Juillet 1964 modifié, portant codification des textes réglementaires relatifs aux marchés publics.

ARTICLE 4 - PIECES CONTRACTUELLES.

L'ensemble des documents contractuels désignés ci-après forme un tout qui définit les conditions du marché :

- Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales,

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures passés pour le compte des collectivités locales et de leurs établissements publics (mis en application par circulaire interministérielle du 1er février 1967).

Le fournisseur sera en outre soumis aux dispositions du Code des Marchés Publics.

ARTICLE 5. MODALITE DE CALCUL DES PRIX.

Le marché est passé à prix unitaires, fermes, non révisables et non actualisables en vigueur au jour de la délivrance du bon de commande.

ARTICLE 6 - CONTENU DES PRIX.

Les prix tiennent compte de toutes les sujétions particulières à la nature des fournitures envisagées et notamment de toutes charges générales (impôts, droits, etc...) frappant les fournitures, de tous frais généraux, faux frais, bénéfiques, etc... sans que cette énumération soit limitative.

Il est précisé que les prestations objet du présent marché sont assujetties au nouveau taux de la T.V.A. soit 19%, le coefficient multiplicateur des prix hors T.V.A. étant égal à 1,23.

Il est en outre stipulé que le fournisseur ne pourra prétendre à aucune indemnité quels que soient les pertes, avaries, dommages, causés par négligence, imprévoyance, défaut de moyens ou fausses manoeuvres et ce quelles qu'en soient l'importance et les conséquences.

ARTICLE 7 - MONTANT DU MARCHE.

Le montant minimum des prestations est fixé à la somme de DIX MILLE Francs (10.000 Frs).

Le montant maximum des prestations est fixé à la somme de QUARANTE MILLE Francs (40.000 Frs).

ARTICLE 8 - DELAI D'EXECUTION.

La date limite pour l'exécution des prestations objet du présent marché est fixée au 31 Décembre 1970.

ARTICLE 9 - RECEPTION.

Les fournitures seront réceptionnées au fur et à mesure de leur livraison.

Toutes fournitures livrées qui ne correspondraient pas aux caractéristiques prescrites par les bons de commande seront systématiquement refusées et remplacées immédiatement.

ARTICLE 10 - ETABLISSEMENT DES COMPTES.

Les situations seront dressées par service conformément aux prescriptions des bons de commande.

Elles seront arrêtées mensuellement et certifiées conformes.

ARTICLE 11 - DELAI DE CONSTATATION DES DROITS A PAIEMENT.

La commune se libérera des sommes dues par elle en en faisant donner crédit au compte ouvert au nom de la Société "Etablissements Clovis ROBIN" au centre de Chèques Postaux de Bordeaux sous le numéro 1785-21.

Le délai ouvert à l'administration pour procéder aux constatations des services faits, ouvrant droit à acompte, est fixé à deux mois (2) après dépôt par le fournisseur de sa demande d'acompte et du relevé des fournitures à exécuter.

Le terme final sera proposé au plus tard à la fin du troisième (3ème) mois qui suivra la réception provisoire.

ARTICLE 12 - NANTISSEMENT.

Le fournisseur sera admis au bénéfice du régime institué par les articles 187 et 201 du Livre II du Code des Marchés Publics.

Sont désignés :

- comme comptable chargé du paiement : M. le Receveur Municipal
- comme personnalité habilitée pour fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés : M. le Maire de la ville de Royan.

ARTICLE 13 - DOMICILE DU FOURNISSEUR.

A défaut par le fournisseur d'élire domicile à proximité des travaux, conformément à l'article 10 du Cahier des Clauses Administratives Générales, ou de faire connaître au Maire son nouveau domicile après réception définitive, les notifications relatives au fournisseur seront valablement faites à la Mairie de ROYAN.

ARTICLE 14 - APPLICATION DE LA LOI DU 10 AOUT 1932 PROTEGEANT LA MAIN D'OEUVRE NATIONALE.

La proportion des travailleurs étrangers qui pourraient être employés dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du présent marché ne devra pas dépasser 5% (cinq pour cent).

ARTICLE 15 - OUVRIERS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES.

Le nombre d'ouvriers que leurs aptitudes mettent dans une condition d'infériorité notoire sur les ouvriers de la même catégorie, ne pourra dépasser, par rapport au total des ouvriers de la même catégorie, la proportion de dix pour cent (10%).

Le maximum de réduction possible du salaire est pour ces ouvriers fixé à dix pour cent (10%).

ARTICLE 16 - TIMBRE ET ENREGISTREMENT.

En application des dispositions en vigueur concernant les marchés dont le prix doit être payé par le Trésor Public, les départements, les communes, les syndicats de communes, les établissements publics départe-

mentaux et communaux, le présent marché sera dispensé de la formalité et du droit proportionnel d'enregistrement.

ARTICLE 17 - APPLICATION DE LA CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE DU 1er FEVRIER 1967.

Le fournisseur affirme, sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie à ses torts exclusifs, qu'il est en règle en matière de paiement, de déclaration d'impôts, de taxes diverses, de droits d'enregistrement, de cotisations de sécurité sociale, d'allocations familiales, de congés payés, de chômage et intempéries, conformément aux prescriptions et dispositions de la circulaire interministérielle du 1er Février 1967, publiée au J.O. du 21 Février 1967.

ARTICLE 18 - AUTORITE DE CONTROLE.

Le marché sera soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle représentée par M. le Sous-Préfet de Rochefort-sur-Mer.

Fait à ROYAN, le 27 JUIN 1970

Le Maire,

Par délégation de M. le Maire  
Le Premier Adjoint,

Le Fournisseur,

*lu et amplé*  
*[Signature]*



**APPROUVÉ**

ROCHEFORT-SUR-MER, le 10 JUIL. 1970  
Le Sous-Préfet,

*[Signature]*